****

**Quatrième législature**

**Allocution de son Excellence MOUSTAPHA CISSE LO, Président du parlement de la CEDEAO,**

**à l’occasion de la Conférence internationale sur les expériences de réconciliation nationale**

**Chambre des Conseillers, Rabat, Royaume du Maroc,**

**les 17 et 18 janvier 2019**

**----------------------------------------------------------**

Excellence Monsieur Abdelhakim Benchamach , Président de la Chambre des Conseillers , Président de l’Association des Sénats , Shoura et Conseils Equivalents d’Afrique et du Monde Arabe ;

Excellence Monsieur Habib El Malki, President de la Chambre des Représentants, Royaume du Maroc ;

Excellence Madame Amina Bouayach , Présidente du Conseil national des droits de l’Homme ;

Excellence Monsieur Meshal bin Fahm Al Salmi, Président du Parlement Arabe ;

Excellence Monsieur Elias Castillo, Président du Parlement d’Amérique latines et des Caraïbes ;

Excellence Monsieur Ahmed Chaouki Benyoub , Délégué Interministériel des droits de l’Homme ;

Excellences, Mesdames et Messieurs les Membres du corps diplomatique

Honorables membres du Parlement Marocain

Honorables membres des Parlements régionaux

Distingués invités en vos rangs, grades et titres respectifs

Mesdames, Messieurs

Permettez- moi, à l’entame de mes propos, de rendre grâce à Allah le Tout Puissant , pour nous avoir conduits dans la nouvelle année 2019, avec l’espoir qu’elle nous réservera des surprises agréables. Je souhaite à tous et à chacun mes meilleurs vœux de santé, de prospérité et de paix dans la réalisation de nos projets.

C’est toujours avec un plaisir renouvelé que le Parlement de la CEDEAO participe aux activités du Parlement Marocain dont je salue le dynamisme et la cohésion exemplaire de sa démarche à la recherche d’une démocratie inclusive.

Qu’il me soit donc permis de remercier une fois de plus , nos amis du Parlement Marocain , le Président de la Chambre des Représentants du Royaume du Maroc , S.E.M. Abdelhakim Benchamach pour cette aimable invitation à prendre part à cette Conférence de haut niveau , et pour toutes les marques d’attention dont ma délégation et moi-même avons été l’objet depuis notre arrivée ici à Rabat , terre d’hospitalité , de tolérance et d’ouverture démocratique.

Messieurs les Présidents, je vous prie de traduire toute notre gratitude à Sa Majesté le Roi Mohamed VI, « que Dieu le protège et le garde » et toute notre considération pour son leadership éclaire et pour tous les efforts déployés en faveur de la paix, de la coopération, du développement et de l’intégration régionale.

Le thème de la Conférence qui nous réunit aujourd’hui et **qui porte sur les expériences de réconciliation nationale** ayant abouti à l’instauration de la paix, de la stabilité politique et à la réalisation de la paix sociale, est d’une pertinence certaine au regard du contexte et de l’actualité.

Commencer les activités de l’année par des échanges sur le thème de la paix revêt à mon sens une importance capitale dans notre cheminement commun vers une Afrique réconciliée avec ses filles et fils au regard de notre passé qui a été nos seulement marqué par des événements glorieux, mais également par des violations graves des droits de l’Homme et du citoyen.

La présente conférence s’inscrit donc en droite ligne des débats menés au niveau international et communautaire et nous permettra de dégager une fois de plus, la vision des parlementaires dans les propositions de solutions à ces défis qui nous interpellent tous.

**Monsieur le Président,**

**Distingués invités,**

S’agissant du Parlement de la CEDEAO, l’un de ses objectifs majeurs est de contribuer à la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans la région Ouest-Africaine. En vertu de l’Article 7 de l’Acte additionnel portant renforcement des prérogatives du parlement, notre Institution peut faire désormais de la médiation dans les conflits politiques pour faire respecter les droits de l’Homme et les libertés fondamentales.

La CEDEAO dans ses initiatives et interventions pour ramener la paix a toujours privilégié le dialogue et la négociation malgré qu’elle se soit dotée d’une force militaire appelée force en attente de la CEDEAO. Dans ces dernières années, beaucoup de pays de notre région ont connu des crises politiques majeures ayant entrainé l’intervention de la CEDEAO :

* En Janvier 2017, en République de Gambie, à l’annonce des résultats de l’élection présidentielle, l’ancien président gambien Yahya Jammeh a décidé de contester la victoire de son successeur Adama Barrow qu’il avait pourtant préalablement reconnue. La CEDEAO a tout tenté pour ramener l’ancien dirigeant à la raison. Entre intervention armée et médiation, l’organisation ouest-africaine a privilégié la voie du dialogue qui a abouti au départ de l’ancien Président, Yaya Jammeh.
* Au Mali, face à l’ampleur de la crise multidimensionnelle dont a résulté le conflit arme dans ce pays, la CEDEAO a mobilisé les acteurs politiques , économique, sociaux et culturels pour aboutir à la signature d’un accord, dit Accord d’Alger et d’une feuille de route pour l’aboutissement de la paix au Mali. Cet arsenal juridico-diplomatique a permis l’organisation réussie de l’élection présidentielle en Juillet –Aout 2018. Le cas du Mali vous sera exposé par l’Honorable Moussa Badiaga de la délégation du Mali et membre du Parlement de la CEDEAO.
* En 2018, le Parlement de la CEDEAO a mené un certain nombre de médiations qui ont pu ramener les protagonistes à s’asseoir autour d’une table et entamer un dialogue pour le retour de la paix. Ainsi, En Sierra Leone, à l’issue des d’élections présidentielles et législatives, l’opposant Julius Maada Bio a été élu Président de la République face au candidat du pouvoir Samura Kamara, consacrant ainsi l’alternance mais, fait inédit, le Parti de l’opposition qui a remporté l’élection présidentielle n’a pas obtenu une majorité absolue au Parlement. La session qui devait servir de cadre pour la prestation de serment des nouveaux députés a dû être ajournée après de violentes rixes qui ont éclaté entre députés du parti au pouvoir et ceux de l’opposition.
* En observateur avisé, j’ai dépêché une mission parlementaire de bons offices qui , avec le concours de la commission de la CEDEAO, a réussi à ramener les élus au calme pour permettre l’installation du nouveau Parlement. Une dernière mission d’évaluation y sera dépêchée du 22 au 29 Janvier 2019.

Il s’agit là de quelques exemples de médiation que la CEDEAO entreprend au quotidien, en actionnant, en tant que de besoin, son mécanisme d’alerte précoce. Ces initiatives s’inscrivent dans les orientations des Nations Unies, la stratégie de l’Union africaine et les mécanismes de gestion des crises de la CEDEAO, notamment le Protocole additionnel sur la Démocratie et la Bonne gouvernance.

**Monsieur le Président,**

**Distingués invités,**

Les expériences d’autres pays à travers le monde nous renseignent que les processus de réconciliation sont, par nature, complexes et passent souvent par plusieurs étapes qui peuvent se révéler comme des opportunités tout comme elles peuvent constituer un dilemme pour tout un peuple. Je veux citer par exemple, le Timor oriental et Cambodge en Asie, le Chili en Amérique du Sud ; le Kosovo en Europe de l’est, et en Afrique- le Rwanda, le Burundi et le l’Afrique du Sud.

En dépit du caractère complexe de ces processus, les peuples de ces pays qui ont connu des dictatures, des guerres civiles, des génocides et des injustices causées par l’Etat, sont parvenus à marquer des pas décisifs vers la réconciliation.

Ils nous ont ainsi donné la preuve que cette complexité du processus de réconciliation, loin d’être un obstacle, témoigne plutôt de l’impérieux devoir pour tous les acteurs de s’y engager avec sérénité, sincérité et détermination.

Dans une tâche aussi exaltante, il est essentiel dd prendre un bon départ, et surtout s’assurer que la marche vers la réconciliation et irréversible. Dans ce processus, l’accent doit être mis sur la bonne gouvernance et le respect des droits des citoyens comme des valeurs fondamentales pour la paix et le développement de l’Afrique. Je souhaite que Rabat soit un nouveau départ pour la paix en Afrique. Le Royaume du Maroc est un exemple réussi de la culture de la paix en Afrique ; et je souhaite que le calumet de la paix qui est partagé ici, soit fumé par tous nos Etats.

**Monsieur le Président,**

**Distingués invités,**

Je réitère la volonté et l’engagement du Parlement de la CEDEAO à contribuer aux conditions favorables pour la paix, la sécurité , la démocratie et le développement de la région.

Je puis d’ores et déjà recommander la mise en synergie des efforts et la promotion des partenariats au niveau des communautés et des groupes de la société civile, en vue de contribuer à la réussite de sortie durable des crises dans la sous-région, pour soutenir la réconciliation et la réintégration des personnes dont les vies ont été perturbées par des conflits violents.

La culture de la paix en Afrique de l’Ouest est et demeure un impératif de développement économique et une exigence de cohésion sociale. C’est pourquoi je ne saurai terminer mon propos sans féliciter et remercier les organisateurs de cette conférence, notamment la chambre des conseils du Royaume du Maroc pour cette heureuse initiative.

Sur ces mots, je souhaite pleins succès à la Conférence et vous remercie de votre aimable attention.